

*Chronique de l'opinion publique*

*L'évolution des intentions de vote,  
contribution à l'explication  
de l'élection présidentielle de 1981*

OLIVIER DUHAMEL et JEAN-LUC PARODI

Les explications de l'élection de M. F. Mitterrand à la présidence de la République ne font que commencer. Nul doute qu'il faille ranger la campagne électorale parmi les facteurs explicatifs, puisque six mois avant le deuxième tour, M. V. Giscard d'Estaing était crédité de 60 % d'intentions de vote dans l'hypothèse d'un duel avec son futur adversaire socialiste (V. *infra*, n. 14). L'examen des sondages préélectoraux permet donc d'apprécier les évolutions intervenues chez les électeurs français et de tenter de les mieux comprendre. En la matière, la masse d'informations est considérable. Au cours du septennat, près de 80 sondages d'intention de vote ont été publiés, auxquels s'ajoutent quantité d'indicateurs politiques (souhaits de victoire, pronostics, images des leaders, bilans des politiques, aptitudes des candidats à résoudre les problèmes, etc.) qui pourraient compléter l'analyse des changements intervenus.

Quatre innovations ont caractérisé cette campagne du point de vue des sondages d'opinion publique. Sa durée, tout d'abord, puisque, sans même tenir compte des différentes « présidentielles hypothétiques » de la première moitié du septennat, c'est dès l'automne 1979, soit un an et demi avant l'élection, que commencent les séries d'enquêtes préélectorales (1). Cette longueur est sans précédent sous la V<sup>e</sup> République, puisqu'en 1965 les sondages préélectoraux constituaient encore une nouveauté et qu'en 1969 comme en 1974, le caractère imprévu des élections présidentielles avait limité le nombre des enquêtes. C'est elle qui explique l'apparition à côté

(1) Le premier des sondages préélectoraux IFOP/*Le Point* est publié en décembre 1979, la série Public SA/*Paris-Match* a commencé dès octobre, les SOFRES/*Figaro* et Harris/*L'Express* ne débiteront que plus tard (septembre 1980).

des grands instituts, IFOP, SOFRES, Harris-France, de moins grands, Public SA, Indice Opinion, qui retiendront parfois l'attention de la Commission des Sondages (2). Celle-ci constitue la troisième innovation de la campagne, et son action mériterait à elle seule une étude qu'interdit la taille de cette chronique. Enfin, réalisée pour la première fois en France par L. Harris-France pour *L'Express*, l'enquête par panel (enquête répétée sur le même échantillon) publiée sous le titre les « Témoins de *L'Express* » (3) a permis de suivre de très près les évolutions des électeurs et les raisons de leurs changements (4).

Une précédente chronique consacrée à toutes les « présidentielles hypothétiques » des cinq premières années du septennat (5) avait mis en évidence la prédominance dans les premiers tours des candidats centraux et la légère domination giscardienne dans les seconds tours tout en laissant entrevoir une fluidité plus grande des choix électoraux. Pour comprendre le résultat final de l'élection du 10 mai 1981, il convient alors de déterminer les grandes étapes de l'évolution constatée depuis lors, de scruter les ruptures intervenues en un moment clé (début 1981), de préciser la mobilisation des électorats par les candidats périphériques (Chirac, Marchais) et ses limites, enfin de décrypter le second tour, avant tout déterminé par le premier.

#### I. L'ÉVOLUTION GÉNÉRALE DES INTENTIONS DE VOTE AU PREMIER TOUR : DE L'HÉGÉMONIE GISCARDIENNE A LA PERCÉE DE F. MITTERRAND

On peut distinguer trois étapes dans cette campagne d'un an et demi (graphique 1).

1<sup>o</sup> *Jusqu'en décembre 1980*, Giscard recueille plus de 35 % d'intentions de vote, Mitterrand moins de 20 %. Le Président domine le premier secrétaire du Parti socialiste, lequel précède toujours les candidats des partis périphériques : gaullistes et communiste plafonnent autour de 15 %. M. Michel Debré fait presque jeu égal avec M. J. Chirac.

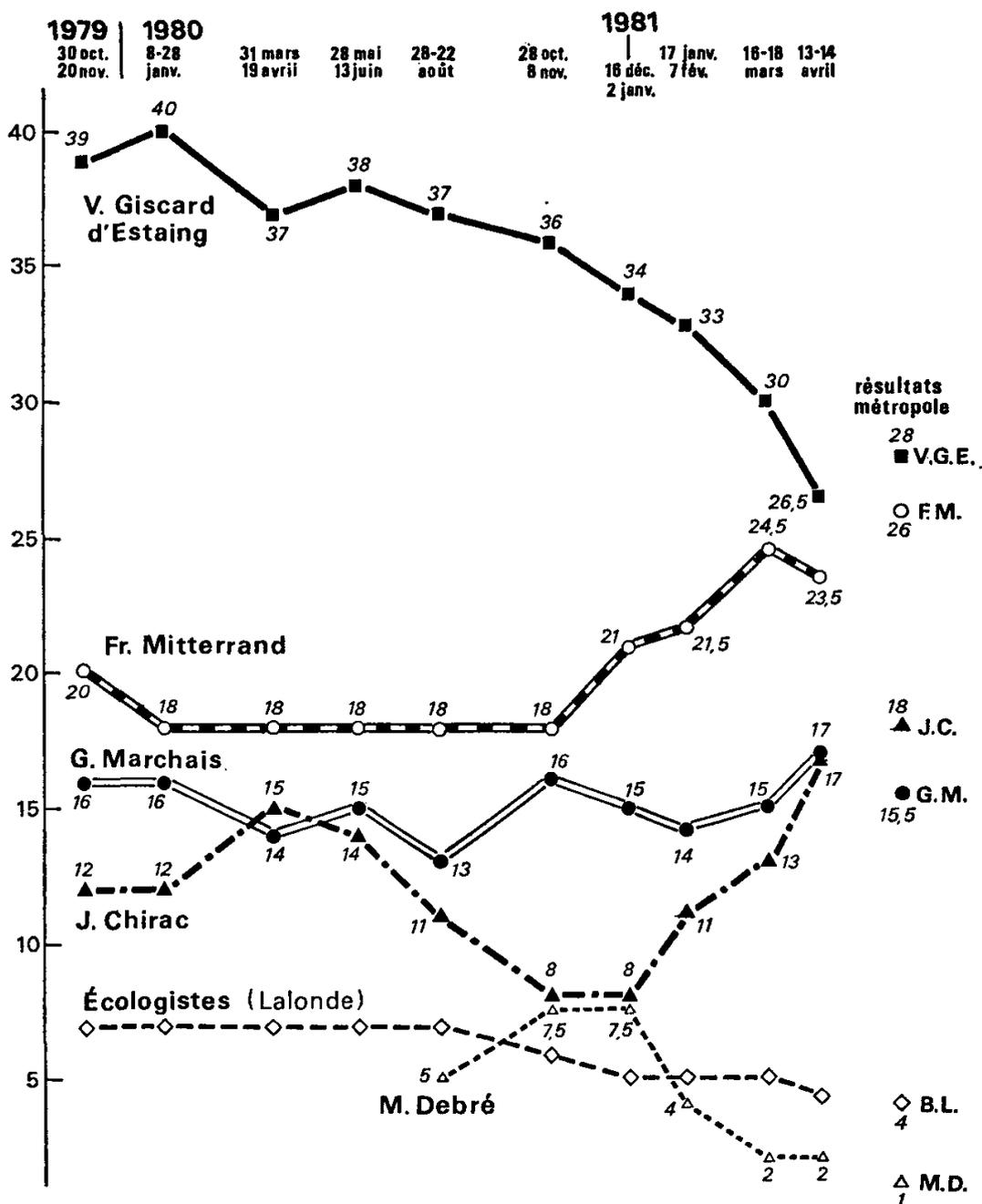
2<sup>o</sup> *Entre décembre 1980 et février 1981, tout se bouleverse*, V. Giscard d'Estaing connaît une chute sévère, F. Mitterrand une remontée spectaculaire, J. Chirac décolle, M. Debré s'affaisse, seul G. Marchais stagne.

(2) Nous n'utiliserons ici que les sondages effectués par les grands instituts ou ceux dont nous avons pu personnellement contrôler les résultats. Au total, l'IFOP a publié 11 enquêtes d'intentions de vote avant le 10 mai 1981, la SOFRES 8, L. Harris-France 6, Public SA 23 et Indice Opinion 5.

(3) La Commission des sondages ayant critiqué l'éventuelle publication des intentions de vote de ce panel en raison de la taille de l'échantillon, les lecteurs de l'hebdomadaire ont été privés de la partie la plus intéressante de cette enquête.

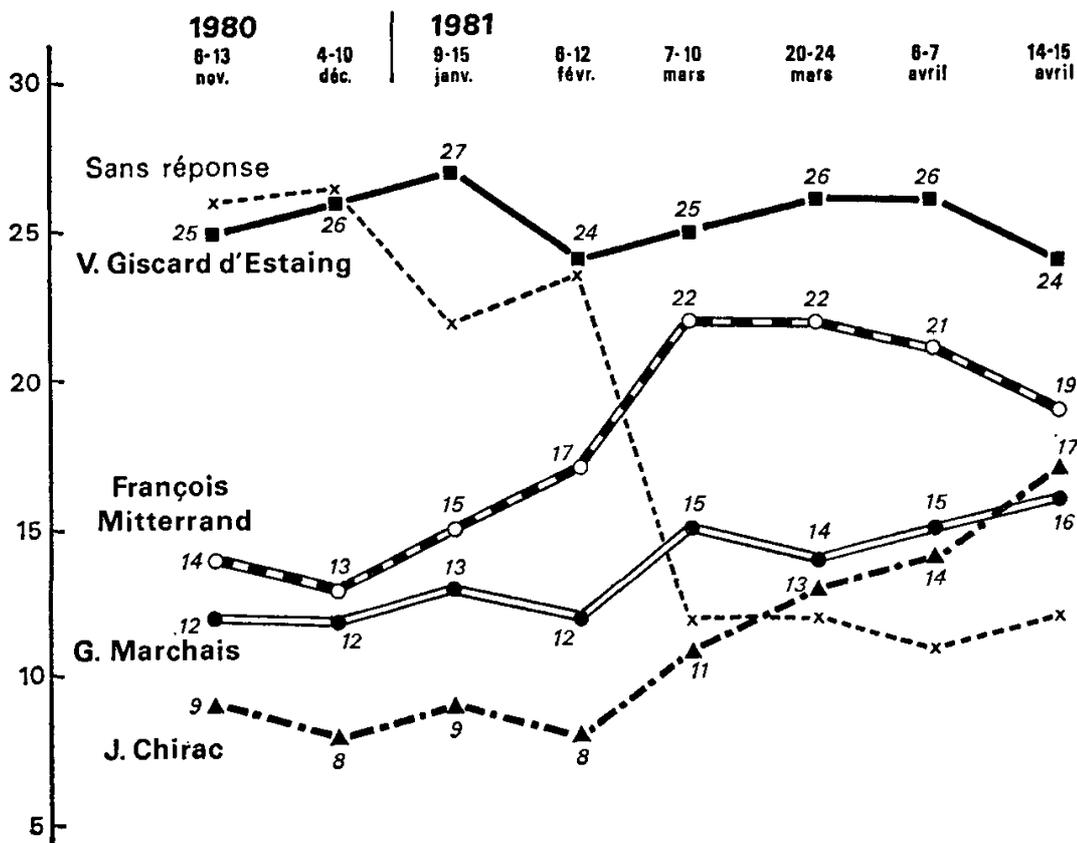
(4) Voir en particulier Roland CAYROL, *Ces électeurs qui flottent*, *L'Express*, 18 avril 1981.

(5) Voir cette chronique, *En attendant 1981 : les présidentielles hypothétiques* (1974-1979), *Pouvoirs*, n<sup>o</sup> 12, 1<sup>er</sup> trimestre 1980, p. 180-189.



GRAPHIQUE 1. — L'évolution des intentions de vote (IFOP) au cours des dix-huit mois précédant l'élection présidentielle

3<sup>o</sup> Entre février et avril 1981, les nouveaux rapports de force sont stabilisés, sous réserve d'une mobilisation de l'électorat gaulliste par Jacque Chirac. Les mouvements sont plus compliqués à saisir du fait de l'écart entre les intentions de vote exprimées par sondage et les résultats. Quoi qu'il en soit, aucun bouleversement n'intervient dans les deux derniers mois sinon le doublement de G. Marchais par J. Chirac. La clé du premier tour — c'est-à-dire de l'élection — semble bien se situer au début de l'année.



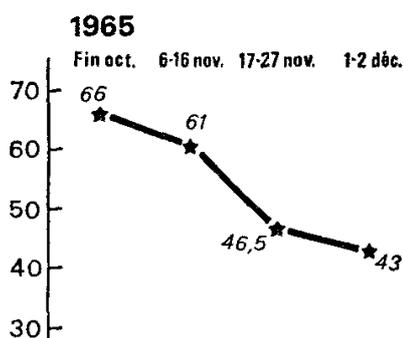
GRAPHIQUE 2. — L'évolution des intentions de vote (SOFRES)  
% par rapport à l'ensemble des personnes interrogées  
La non-mobilisation giscardienne

## II. LE TOURNANT DE LA CAMPAGNE, LA CRISE DU DÉBUT 1981

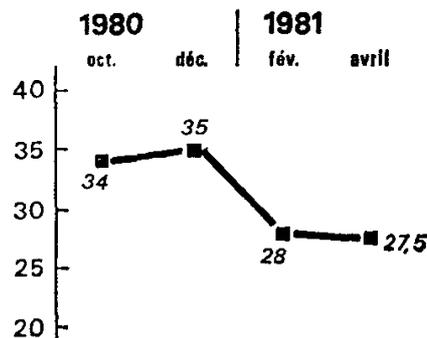
Les bouleversements affectent plusieurs indicateurs et traduisent le double mouvement qui permettra la victoire socialiste : le non-rejet de F. Mitterrand — pourtant peu populaire au début de la campagne —, le rejet de V. Giscard d'Estaing — pourtant bien placé en départ.

L'essentiel se produit bien en février 1981. Précisons. L'hégémonie giscardienne est entamée avant, par un phénomène normal, qui s'était déjà produit en 1965 pour le général de Gaulle. Au fur et à mesure qu'approche l'élection, la légitimité présidentielle s'estompe, le Président sortant est affecté par la compétition, se fait candidat, et tend à être rabattu sur son électorat partisan. A dire vrai, le phénomène fut très nettement plus fort encore en 1965, mais il n'empêcha pas le succès du général, car son niveau de départ était autrement élevé. Si l'on opère quelques ajustements (6) pour accentuer le parallélisme, les deux courbes d'intention de

(6) Annulation des différences quant au temps : le phénomène s'observe en cinq semaines en 1965, en six mois en 1980-1981. Atténuation des différences quant à l'ampleur du phénomène : en doublant l'échelle de suffrages exprimés pour VGE, on obtient deux courbes assez symétriques.



GRAPHIQUE 3  
La chute de de Gaulle en 1965



GRAPHIQUE 4  
La chute de Giscard en 1981

vote dessinent trois périodes, ou mieux, une chute importante précédée et suivie d'une stabilité relative.

De Gaulle obtient au premier tour de 1965 un résultat intermédiaire entre son électorat de président et son électorat parlementaire. Giscard d'Estaing se trouve dans la même situation en 1981.

Mais partant de plus bas (du quasi-équilibre droite-gauche), il ne peut qu'échouer. Dans l'un et l'autre cas, il y a incapacité à conserver un électorat légitimiste, c'est-à-dire disposé à un moment donné à voter pour le Président — et obtention d'un résultat au premier tour à mi-chemin entre électorat légitimiste et électorat partisan.

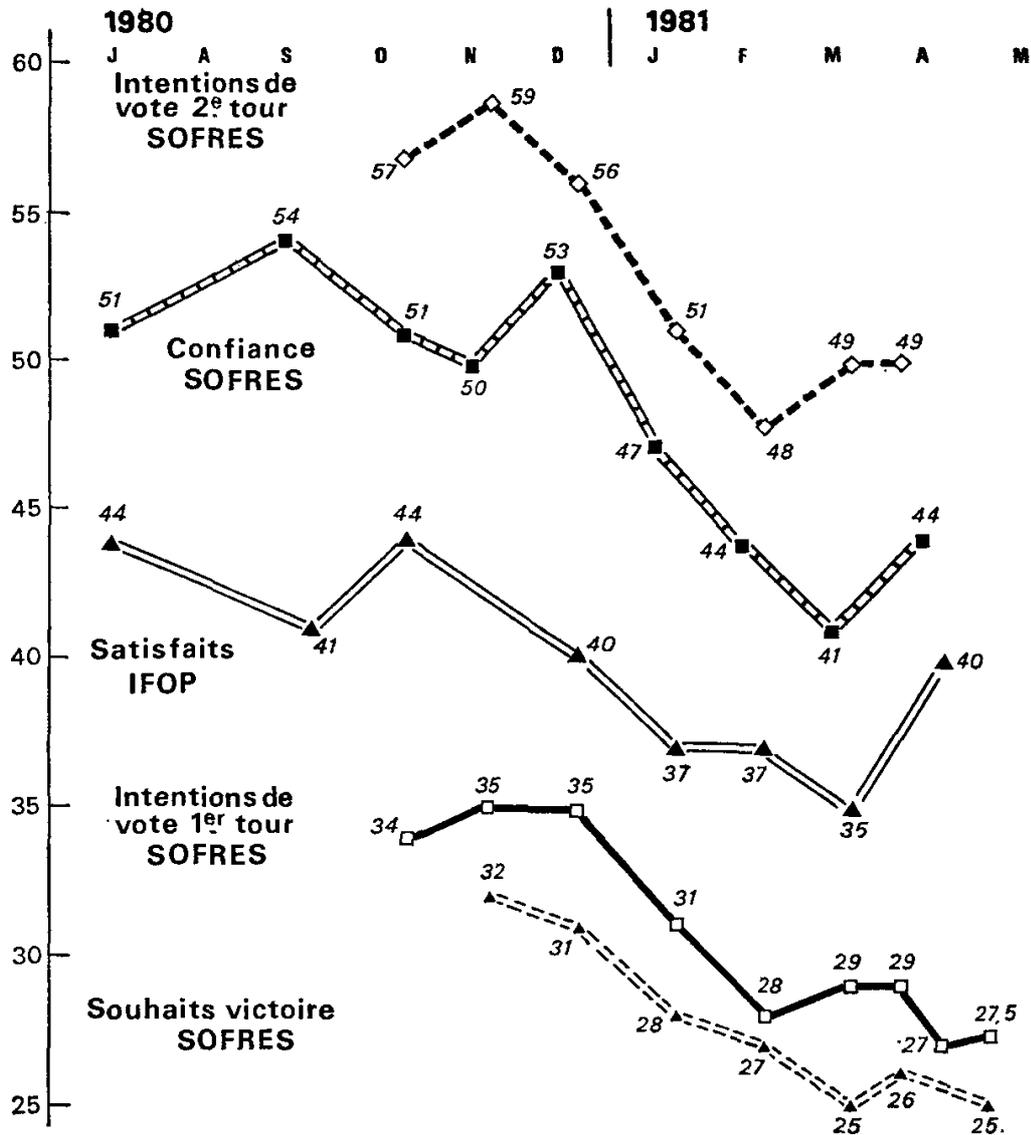
Reste que la chute gaulliste provenait de la découverte de la compétition avec la campagne électorale de 1965, tandis que tout le septennat

TABLEAU 1

*Le 1<sup>er</sup> tour du sortant : entre l'électorat légitimiste et l'électorat parlementaire*

Electorat parlementaire	Electorat légitimiste	Résultat 1 <sup>er</sup> tour
<b>Charles de Gaulle 1965</b>		
18 novembre 1962 UNR + RI 36 %	Fin octobre 1965 Intentions de vote 66 %	5 décembre 1965 % de Gaulle 44 %
<b>Valéry Giscard d'Estaing 1981</b>		
12 mars 1978 UDF 21,5 %	Janvier 1980 <sup>(1)</sup> Intentions de vote 40 %	26 avril 1981 % VGE 28 %

<sup>(1)</sup> IFOP/Le Point. Autre référence possible : les intentions de vote au lendemain de l'élection législative de mars 1978 : VGE = 42 % (SOFRES, 20-30 mars 1978, *France de gauche, vote à droite*, Presses de la FNSP, 1981, p. 261).



GRAPHIQUE 5. — Les étapes de la chute giscardienne

giscardien est rythmé par la bipolarisation duelle (dédoublée). Il était donc normal que son point de départ soit plus bas, et indispensable d'arrêter la baisse en 1981. A l'inverse, l'effritement devient rejet, précisément lorsque commence la campagne de Jacques Chirac. S'il fallait dater précisément la rupture de février, on pourrait la situer à la fin de la première semaine de février : juste après l'annonce de la candidature de Jacques Chirac (2 février) au moment du Congrès RPR qui l'entérine (7 février) (7).

Tout ne commence pas en février. Une première partie se dénoue, chez les socialistes, le 8 novembre avec l'effacement de Michel Rocard au profit

(7) L'enquête IFOP réalisée du 17 janvier au 7 février (janvier dans les tableaux et graphiques publiés ici) n'enregistre pas cette rupture. Elle est en revanche saisie par l'enquête SOFRES des 6-12 février et l'enquête Harris des 9-14 février.

de François Mitterrand. La conclusion de cette longue querelle (8) est exceptionnellement vite et facilement digérée. Après une longue stagnation, F. Mitterrand amorçe sa remontée dès la fin de 1980. Ainsi la seule mise hors compétition de Michel Rocard lui fait gagner 9 points à l'indicateur de souhaits pour le premier tour (IFOP, nov. : 8 %, IFOP, déc. : 17 %). Il saura la laisser s'opérer comme d'elle-même, avec une « force tranquille » (9) et une stratégie de l'absence ou, à tout le moins, de la discrétion pour polariser sur sa personne le rejet du « candidat sortant » : refus de participer aux grandes émissions télévisées avant la mi-mars, voyage en Chine en février 1981, précisément lorsqu'il atteint son apogée.

La baisse de Valéry Giscard d'Estaing entre l'automne 1980 et le printemps 1981 ne s'est pas opérée uniformément. Elle a été plus forte

TABLEAU 2

*La diversification sociologique de la chute giscardienne (en %)*

(SOFRES)	Octobre 1980 1	10-13 avril 1981 2	Vote 26 avril (post-électoral) 3	Ecart 1/3
Ensemble	36	28	28	— 8
Catégories des plus fidèles				
18-24 ans	23	23	23	=
Agriculteurs, salariés agricoles, ouvriers	23	24	18	— 5
35-49 ans	32	25	27	— 5
50-64 ans	36	27	28	— 8
Catégories infidèles				
Petits commerçants, artisans	46	32	35	— 9
Cadres moyens, employés	26	22	17	— 9
25-34 ans	27	20	16	— 11
65 ans et +	60	46	48	— 12
Cadres supérieurs, industriels, prof. lib., gros commerçants	38	27	24	— 14
Inactifs, retraités	56	41	35	— 19

(8) V. Jean-Luc PARODI et Pascal PERRINEAU, F. Mitterrand et M. Rocard : deux ans de concurrence devant l'opinion, *Pouvoirs*, n° 12, 2<sup>e</sup> trim. 1980, p. 189 et s. ; Olivier DUHAMEL, Le Parti socialiste, *Encyclopaedia Universalis, Universalis*, 1980, p. 26 et s., 1981, 226 et s.

(9) Slogan de sa deuxième série d'affiches commerciales, largement reprise par ses partisans et adversaires pour symboliser sa campagne.

dans les catégories sociales les plus giscardiennes — à ceci près qu'elle affecte également hommes et femmes. Sinon, les « minorités » giscardiennes le demeurent (ex. jeunes et ouvriers), tandis que les « majorités » giscardiennes s'affaiblissent (ex. vieux, inactifs).

Ces changements ne se produisent pas au bénéfice d'un seul candidat. Ils ne se répartissent pas équitablement entre les candidats en faveur desquels les intentions de vote s'élèvent (Mitterrand et Chirac), sauf les cadres moyens et employés et les 25-34 ans. Pour le reste, les salariés rejoignent massivement le candidat socialiste, les producteurs indépendants, Jacques Chirac.

TABLEAU 3

*Les catégories où Jacques Chirac a gagné des voix pendant la campagne (en %)*

Dans les catégories non mentionnées  
aucun mouvement significatif n'apparaît (évolution  $\leq 1$ )

(SOFRES)	1	2	3	1/3
25-34 ans	12	12	18	+ 6
35-49 —	14	18	20	+ 6
50-64 —	11	26	24	+ 13
Milieu socioprofessionnel				
Cadre moyen, employé	12	15	18	+ 6
Inactifs	9	19	16	+ 7
Agriculteurs	23	40	36	+ 13
Petits commerçants	13	26	29	+ 16
Industriels, cadres supérieurs	12	20	36	+ 24

TABLEAU 4

*Les catégories où François Mitterrand a gagné des voix pendant la campagne (en %)*

Dans les catégories non mentionnées  
aucun mouvement important n'apparaît (évolution  $\leq 3$ )

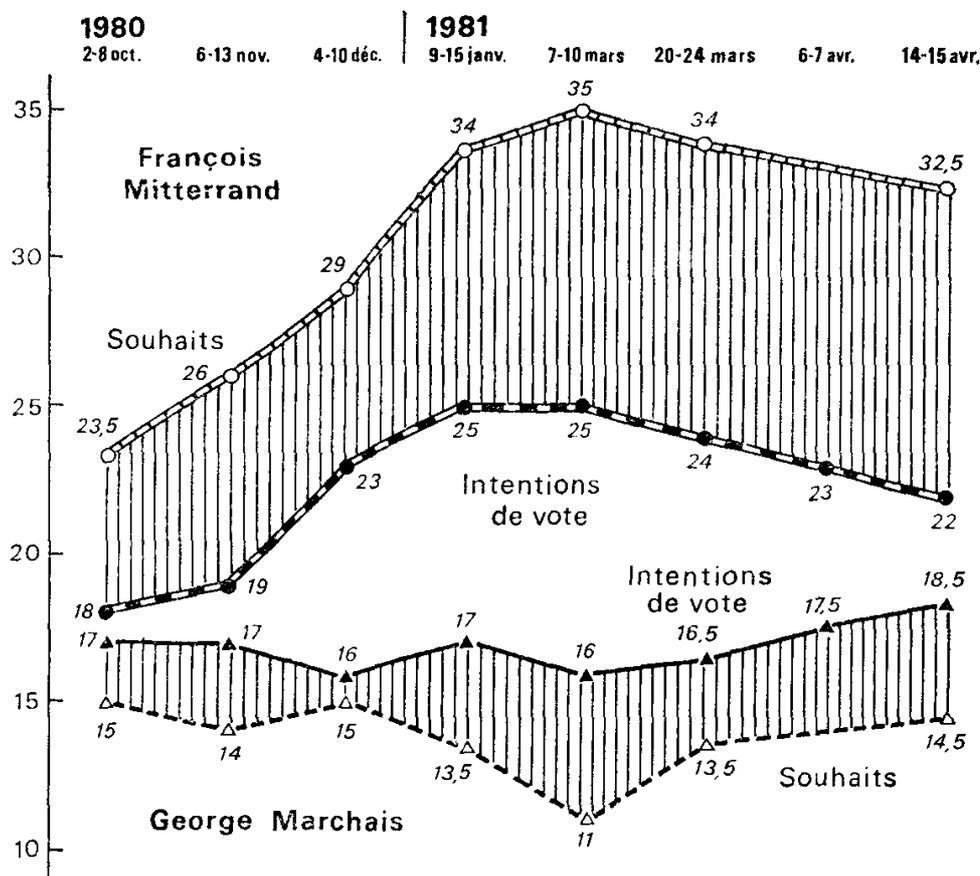
(SOFRES)	1	2	3	1/3
25-34 ans	19	34	27	+ 9
65 ans et +	13	14	28	+ 15
Milieu socioprofessionnel				
Cadre moyen, employé	25	27	29	+ 4
Ouvrier	25	26	33	+ 8
Inactif	14	18	25	+ 11

III. CHIRAC, MARCHAIS :

L'INÉGALE MOBILISATION DE LEUR ÉLECTORAT POTENTIEL

Le recul communiste est la seule caractéristique du premier tour — la plus importante au demeurant —, qui s'écarte sensiblement des intentions de vote publiées ; les derniers sondages préélectoraux n'annonçaient qu'un recul de deux (SOFRES-Harris) ou trois points (IFOP).

Cet écart s'explique. La sous-estimation classique du vote communiste dans les sondages préélectoraux conduit les instituts à opérer des redressements (10).



GRAPHIQUE 6. — Intensions et souhaits (SOFRES) : les souhaits indicateurs complémentaires des intensions de vote

(10) Le mécanisme est le suivant. Les échantillons sont constitués par quotas sociologiques (âge, sexe, habitat, catégorie socioprofessionnelle). En même temps que les personnes interrogées sont invitées à voter dans une urne, elles répondent à toute une série de questions, dont une sur leur vote aux élections précédentes, une autre sur leur préférence partisane. Le dépouillement d'une enquête révèle des biais politiques entre l'échantillon et ce que l'on sait de l'électorat (ex. : 10 % de per-

Mais ce mécanisme correcteur est par définition quelque peu « conservateur », reproducteur des rapports de force électoraux antérieurs. Jusqu'à présent, cet effet conservateur des redressements a amélioré la qualité des sondages pré-électoraux, car l'électorat français — et surtout communiste — est très stable. Cependant, le jour où un mouvement de grande ampleur apparaît, les redressements peuvent contribuer à le sous-estimer. En ce sens, l'échec communiste a pu apparaître comme un « échec » des sondages. Son explication et la « réussite » des autres indications autorise cependant à se servir des sondages préélectoraux pour éclairer l'évolution de l'électorat communiste à l'élection présidentielle de 1981. L'examen des souhaits de victoire (graphique 6) laissait percevoir en effet la tendance à la baisse de G. Marchais (3 points en moyenne dans les quatre derniers mois) et à la hausse de F. Mitterrand. De plus, la propension des électeurs communistes à voter pour ce dernier a pu être renforcée par la croyance dans « l'effet Chirac ».

« L'effet Chirac » : l'expression a fleuri dans la dernière semaine de la campagne pour le premier tour. Elle signifiait que Jacques Chirac connaissait une ascension continue, laquelle devait, selon ses plus chauds supporters, le faire figurer au second tour. Dans ce premier sens, l'effet Chirac est facile à repérer — dans ses justes limites. Jacques Chirac est parvenu, pendant les quatre premiers mois de 1981, à mobiliser un électorat. Il plafonnait autour de 10 % en 1980 (et même avant : entre 10 et 15 % en 1976-1979), mais progresse régulièrement jusqu'au 26 avril. A aucun moment, aucune enquête n'a pu laisser entendre qu'il figurerait au deuxième tour, même si cet argument de campagne a pu être utilisé au profit des candidats des deux blocs centraux (11).

Reste à s'interroger sur l'autre « effet Chirac », le plus important en effet sur le résultat final. L'analyse des sondages ne permet pas de tout trancher, mais elle impose un constat : *Jacques Chirac a mobilisé des électeurs qui refusaient de voter pour V. Giscard d'Estaing*. On dispose ici d'un instrument de mesure sur une année. D'octobre 1979 à octobre 1980, l'incertitude sur les candidatures a conduit les instituts de sondage à interroger dans une même enquête les électeurs sur plusieurs hypothèses, les unes avec une candidature de Jacques Chirac, les autres sans. Les six enquêtes IFOP concordent : le score total de la droite est toujours maximal avec Jacques Chirac, le score total de la gauche maximal sans Jacques Chirac. Les hypothèses avec et sans Michel Debré autorisent même à établir cette loi : le total des intentions de vote en faveur de la droite est d'autant plus élevé qu'il y a plus de candidats à

sonnes déclarent avoir voté communiste en 1978 alors qu'il y en eut 20 %). Il convient donc de corriger les résultats à partir de ces biais, faute de quoi les sondages seraient faux — auraient été très faux dans le passé.

(11) Paradoxalement, la montée de J. Chirac a été utilisée par V. Giscard d'Estaing et par les partisans de F. Mitterrand pour appeler au « vote utile » et ne pas risquer d'empêcher un second tour droite-gauche.

droite (12). Mais ces électeurs ont-ils été captés au premier tour ou gagnés pour la droite ? Pouvaient-ils l'être ? Jacques Chirac a incontestablement conquis des électeurs qui refusaient de voter Giscard. Mais a-t-il atténué ou accentué ce refus ? Était-il contraint de l'exprimer pour rallier cet électorat ? Pouvait-il les mobiliser davantage en faveur de Giscard au 2<sup>e</sup> tour ? Question politique qui appelle des réponses politiques, mais à laquelle l'étude des transferts de voix entre les deux tours apporte quelques éclaircissements.

## IV. SECOND TOUR :

## LES TROIS VARIABLES DU SUCCÈS DE FRANÇOIS MITTERRAND

Les seconds tours d'une élection présidentielle dépendent du rapport des forces au premier tour, des reports de voix des électorats des candidats éliminés et de la mobilisation des électeurs incertains. L'évolution des duels Giscard-Mitterrand au cours de la campagne résulte du jeu combiné de ces trois éléments.

De 1974 à 1979, les seconds tours hypothétiques révélaient, on l'a vu, une légère domination giscardienne (sauf fin 1976 - début 1977) et des écarts entre le vainqueur et le vaincu ne dépassant jamais six points. A la fin de 1979 au contraire et tout au long de 1980, ces différences s'accen-

(12)

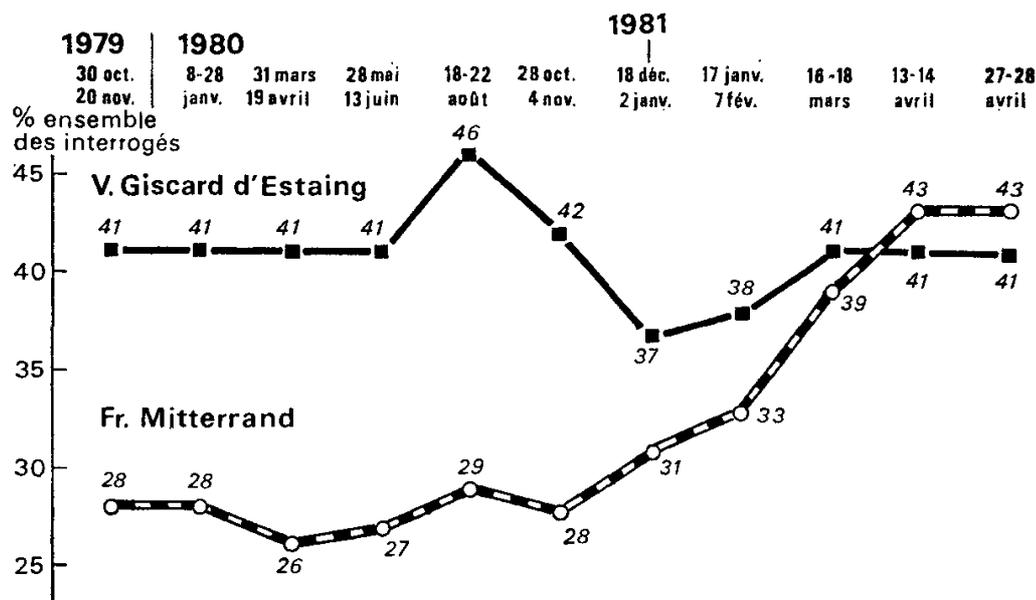
TABLEAU 5

*Un effet Chirac : rétention d'un électorat qui, sans sa candidature voterait à gauche (IFOP)*

	Oct.-Nov. 1979		Janvier 1980		Avril 1980	
	Sans Chirac	Avec Chirac	Sans Chirac	Avec Chirac	Sans Chirac	Avec Chirac
Total des intentions de vote :						
pour la droite	45	51	45	52	46	52
pour la gauche	39	36	36	34	35	32
	Juin 1980		Août 1980		Nov. 1980	
	Sans Chirac	Avec Chirac	Sans Chirac	Avec Chirac	Sans Chirac	Avec Chirac
Total des intentions de vote :						
pour la droite	47	52	50	53	50	51,5
pour la gauche	35	33	33	31	36	34

On note cependant que le gain Chirac s'atténue à l'approche de l'élection.

tuent, jusqu'à 22 points à l'IFOP en mars 1980. Tout se passe comme si la concurrence à gauche entre les deux éventuels candidats socialistes, M. Rocard et F. Mitterrand, divisait ou troublait leur électorat potentiel et profitait indirectement à V. Giscard d'Estaing (13), dont la domination était encore renforcée par l'ampleur des sans-réponses. En ce sens, c'était moins la droite qui était forte que la gauche qui était peu mobilisée.

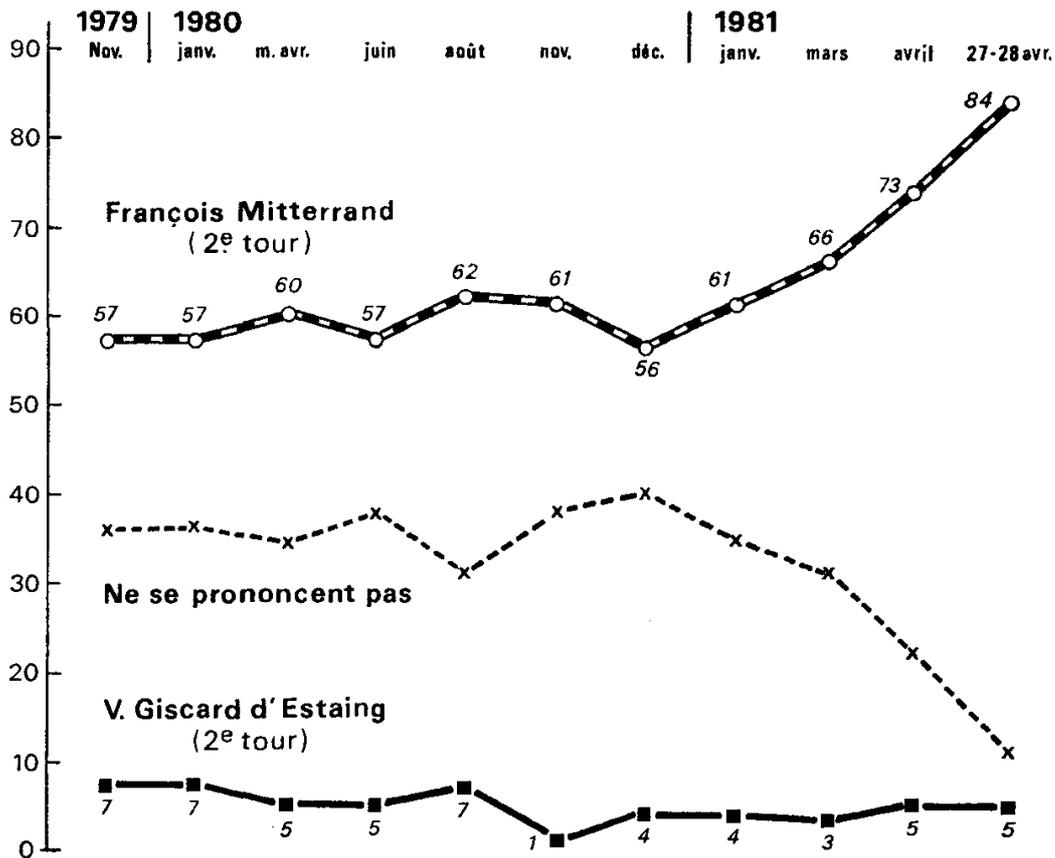


GRAPHIQUE 7

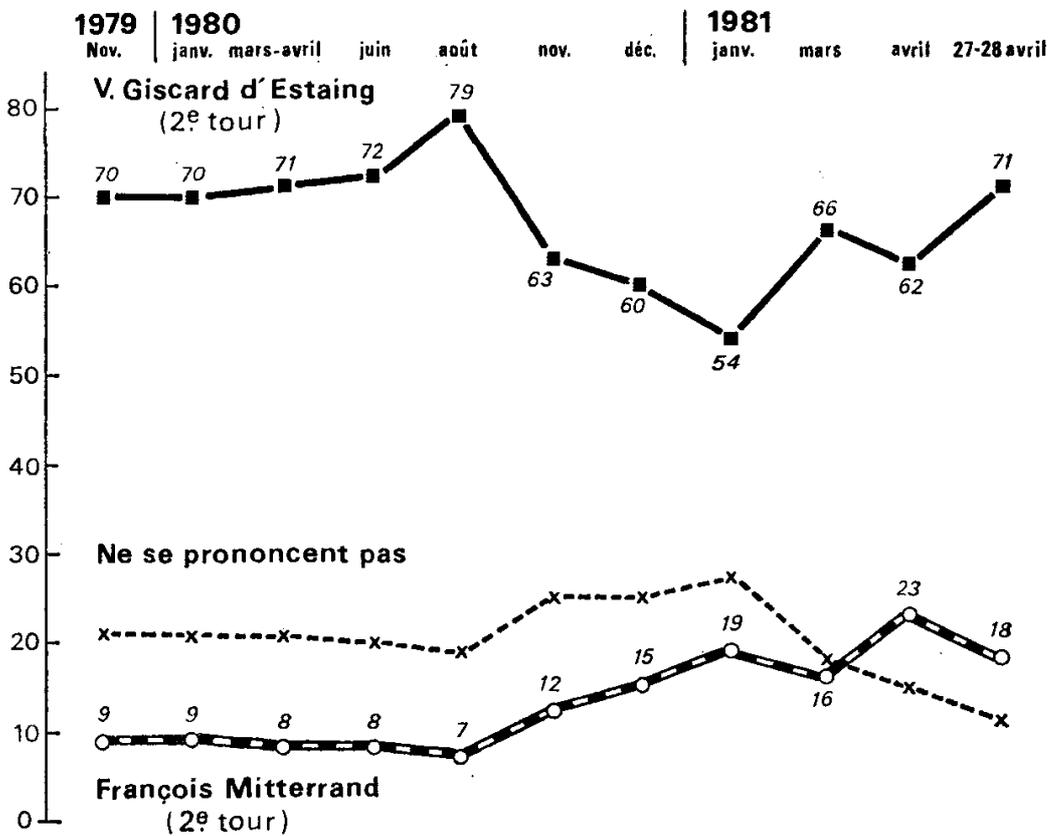
L'évolution des intentions de vote au second tour (IFOP) :  
la mobilisation mitterrandienne

La fin de la concurrence et la crise giscardienne de l'hiver 1980-1981 vont entraîner un progressif rééquilibrage résultant à la fois d'une meilleure mobilisation à gauche et d'une crise des reports de voix à droite. La comparaison systématique des intentions de vote premier et second tour (SOFRES) recalculées par rapport à l'ensemble des personnes interrogées (et permettant de ce fait de tenir compte des non-réponses, donc des phénomènes de mobilisation) permet de retrouver à nouveau la coupure qu'entraîne la mobilisation de février.

(13) Voir dans ce sens l'analyse de Jean CHARLOT, PS : Le duel a troublé l'électeur, *Le Point*, 17 novembre 1980 : « Sur 100 électeurs socialistes aux législatives de 1978, 40 environ s'en remettent en novembre 1980 à la discipline du parti et sont prêts à voter indifféremment Mitterrand ou Rocard. Mais 12 n'acceptent de voter que pour Mitterrand, tandis que 10 n'acceptent de voter que pour Rocard ; 11 ne savent plus que voter et 27 sont passés qui à droite, qui à gauche, qui à l'abstention, mais en tout cas hors de la famille socialiste... Les électeurs rocardiens, anti-Mitterrand au premier tour, risquent de faire cruellement défaut au premier secrétaire du PS lors du second tour : 25 % seulement envisagent de voter Mitterrand, 34 % disent voter Giscard et 41 % ne « savent pas ».



GRAPHIQUE 8. — L'évolution des intentions de reports de voix des électeurs de G. Marchais : le retour à la dynamique unitaire (IFOP)



GRAPHIQUE 9. — L'évolution des intentions de reports de voix des électeurs chiraquiens (IFOP) : la montée d'une opposition chiraquienne

De septembre à janvier, le pourcentage de réponses au second tour est, comme de coutume, un peu supérieur à celui du premier tour : F. Mitterrand recueille toujours plus de suffrages au second tour que le total de ceux qui se sont portés sur les candidats de gauche au premier et il en est de même à droite pour V. Giscard d'Estaing, l'un et l'autre prélevant sur l'électorat écologiste et sur les incertains du premier tour. Le phénomène s'inverse en février : le taux de réponses, qui croît spectaculairement pour les intentions du premier tour, ne se modifie pas pour le second et les électeurs qui ne se prononcent qu'à ce second tour ne suffisent pas à contrebalancer les électeurs hésitants des vaincus du premier tour. C'est aussi en février que les « souhaits de victoire » pour F. Mitterrand l'emportent pour la première fois sur ceux de V. Giscard d'Estaing.

On constate cependant à cet égard, à mesure que l'on se rapproche du jour du scrutin, un retour à la logique bipolaire que traduit l'amélioration des reports de voix à l'intérieur des deux camps.

Mais ce retour spectaculaire chez les électeurs de G. Marchais de 56 % (en décembre 1980) à 84 % en avril 1981, qui n'oscillaient jusque-là qu'entre le vote Mitterrand et la non-réponse, est beaucoup moins net chez ceux de J. Chirac qui remontent de 54 % en janvier 1981 à 71 % en avril, mais laissent presque autant des leurs s'apprêter à passer à gauche au second tour.

La remontée de François Mitterrand jusqu'à l'inversion à son profit des intentions de vote au second tour à la veille du scrutin (14) apparaît

(14) TABLEAU 6. — L'évolution des intentions de vote au 2<sup>e</sup> tour

	I 11-1979	I 1-1980	I 4-1980	S 4-1980	I 6-1980	LHF	I 8-1980
VGE	57	60	61	57	60	55	61
FM	43	40	39	43	40	45	39
NSPP	(28)	(30)	(33)	(19)	(32)	(20)	(25)
	S 10-1980	LHF 10-1980	I 10-1980	S 11-1980	LHF	S 12-1980	I 12-1980
VGE	57	53	60	59	58	56	54
FM	43	41	40	41	42	44	46
NSPP	(25)	(20)	(30)	(24)	(21)	(20)	(32)
	S 1-1981	LHF 1-1981	I 1-1981	S 2-1981	LHF 2-1981	I 3-1981	S 3-1981
VGE	51	51	53	48	50	51	50
FM	49	49	47	52	50	43	50
NSPP	(23)	(22)	(29)	(21)	(20)	(20)	(21)

I = IFOP, S = SOFRES, LHF = Louis-Harris France.

(Voir suite de la note 14, page 173.)

ainsi comme la résultante des trois facteurs mentionnés plus haut : une mobilisation progressive de l'électorat socialiste, la légère progression globale de la gauche au premier tour, les reports régulièrement améliorés de l'électorat communiste et presque maintenu une fois conquis de l'électorat chiraquien.

De cette analyse qui ne portait, rappelons-le, que sur les seules intentions de vote et n'en a guère examiné les structures internes, on peut tirer six enseignements principaux :

— **Les sondages, instrument irremplaçable et imparfait** : en définitive les sondages préélectoraux ont correctement apprécié la hiérarchie des candidats, bien vu l'équilibre à l'intérieur de la droite, mesuré à leur juste niveau les petits candidats, mais perçu inexactement le rapport G. Marchais-F. Mitterrand. Meilleur indicateur de la direction des mouvements que de leur intensité, ils se sont montrés supérieurs à tous les discours fondés sur d'autres indices (lettres aux candidats, participation aux meetings, etc.) : quelles dimensions aurait pris sans eux l'« effet Chirac » (ou l'effet Marchais) ?

— **Une campagne électorale en trois étapes** : l'apparente prépondérance giscardienne de l'année 1980 qu'une analyse rétrospective affinée révèle avoir plus été la conséquence indirecte et provisoire de l'affrontement Rocard-Mitterrand ; puis la dégiscardisation du début 1981 ; enfin la campagne proprement dite de mobilisation inégale des électors potentiels.

— **L'ancienneté de la faiblesse du communisme présidentiel** : la rétrospective complète des intentions de vote communiste depuis 1974 montre une oscillation limitée entre 12 % et 20 % mais toujours inférieure dans ses meilleurs résultats au score communiste des législatives. Cette permanence dans la régression rend une certaine vigueur à la thèse selon laquelle la spécificité de l'élection présidentielle serait plutôt défavorable au PC.

— **La campagne Chirac, simple expression ou aggravation du rejet du Président sortant** : les électeurs chiraquiens du premier tour qui ont abandonné la droite au second tour pour l'abstention ou le vote Mitterrand ont incontestablement pesé lourd dans la décision finale. La thématique d'opposition de la campagne Chirac les a-t-elle poussés à ce transfert ? Auraient-ils voté Mitterrand dès le premier tour, si J. Chirac n'avait pas

(Suite de la note 14 de la page ci-contre.)

	LHF 3-1981	S 3-1981	I 4-1981	LHF 4-1981	I 4-1981
VGE	52	50	48,5	50	48,5
FM	48	50	51,5	50	51,5
NSPP	(18)	(19)	(16)	(17)	(16)

été candidat ou s'il s'était montré plus conforme à la tradition majoritaire ? La question mérite d'être posée ; l'analyse quantitative ne suffit pas pour trancher.

— La sanction d'une politique plus que le choix d'un homme : jusqu'au bout l'image personnelle de V. Giscard d'Estaing est restée dans la plupart de ses dimensions (sympathie, compétence, etc.) supérieure à celle de F. Mitterrand. Bon candidat présentant un mauvais bilan, V. Giscard d'Estaing devra s'incliner devant F. Mitterrand que son image moins favorable mais habilement gérée n'empêchera pas d'incarner le changement modéré (15). Cette conclusion remet en cause les thèses souvent avancées de la personnalisation de l'élection présidentielle.

— Où l'événement dépasse ses causes immédiates : à bien des égards, la décision présidentielle du 10 mai apparaît ainsi comme le résultat d'un glissement des clivages, l'opposition giscardisme-antigiscardisme l'emportant sur l'affrontement droite-gauche. Il s'agirait moins alors d'une victoire de Fr. Mitterrand que de la défaite de V. Giscard d'Estaing. Mais ce qui est vrai des électeurs marginaux qui ont fait la décision ne l'est pas pour ceux, combien plus nombreux, qui l'ont permise, et l'indice de satisfaction de la victoire, le plus élevé qu'on ait connu depuis longtemps (16), comme les manifestations qui en ont accueilli l'annonce montrent suffisamment que l'événement du 10 mai a aussitôt pris une autre signification. L'échec giscardien est devenu la victoire de la gauche, laquelle n'a pas fini de structurer la vie politique française.

(15) Comme en témoigne la remontée spectaculaire mais tardive de sa cote d'avenir dans le baromètre SOFRES de 32 % en novembre (20-26) et 35 % en décembre (22-30), à 40 % en janvier (23-29), 44 % en février (20-26), et 55 % en mars (20-24). Voir Jean-Luc PARODI, Olivier DUHAMEL, Profil de l'année (sept. 1980 - août 1981), *Pouvoirs* n° 19, 4<sup>e</sup> trimestre 1981 (à paraître).

(16) Plutôt satisfait du résultat 53 %, plutôt mécontent 30 % (enquête post-électorale SOFRES, *Le Nouvel Observateur*, 1<sup>er</sup> juin 1981), en 1978 plutôt satisfait 51 %, plutôt mécontent 35 %, en 1974, plutôt satisfait 46 %, plutôt mécontent 40 %.